

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/C/W/151

9 août 1999

(99-3372)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

EXAMEN DES LÉGISLATIONS

Questions posées par les États-Unis

Par une communication de leur Mission permanente, datée du 3 août 1999, les États-Unis ont fait parvenir au Secrétariat les questions suivantes, adressées à la République kirghize et à la Lettonie.

RÉPUBLIQUE KIRGHIZE

1. Pour chaque forme de propriété intellectuelle visée à la Partie II de l'Accord sur les ADPIC et s'agissant des moyens de faire respecter les droits, prière d'indiquer la façon dont la République kirghize a garanti aux ressortissants des autres Membres de l'OMC le bénéfice d'un traitement non moins favorable qu'aux ressortissants kirghizes en ce qui concerne l'existence, l'acquisition, la portée, le maintien de tels droits et les moyens de les faire respecter.
2. Prière d'indiquer en détail la façon dont la République kirghize s'est acquittée de l'obligation qui lui est faite au titre de l'article 18 de la Convention de Berne intégré dans l'Accord sur les ADPIC au moyen de l'article 9:1, et au titre de l'article 14:6 dudit accord, de garantir la protection des droits d'auteur et des enregistrements sonores qui continuent de bénéficier d'une protection dans leur pays d'origine et dont la durée de protection n'est pas expirée sur le territoire de la République kirghize.
3. L'article 5:1 de la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins étend la protection aux œuvres, publiées ou non, existant sous une forme objective en dehors de la République kirghize, des auteurs qui sont citoyens d'autres pays, membres d'accords internationaux auxquels est partie la République kirghize. Prière d'indiquer comment la protection du droit d'auteur est étendue aux auteurs qui ne ressortissent pas à un Membre de l'Union de Berne mais dont les œuvres ont été publiées pour la première fois dans un Membre ou simultanément dans un pays étranger à l'Union et dans un Membre, ainsi que le prescrit l'article 3 1) de la Convention de Berne, intégré dans l'Accord sur les ADPIC au moyen de l'article 9:1 dudit accord.
4. L'article 7:1 de la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins prévoit la protection des logiciels informatiques pour tous types d'ordinateurs, y compris les applications informatiques et les systèmes d'exploitation. Les programmes d'ordinateur sont-ils protégés "en tant qu'œuvres littéraires en vertu de la Convention de Berne (1971)", ainsi que le prescrit l'article 10:1 de l'Accord sur les ADPIC?
5. Prière d'indiquer en détail la façon dont sont protégées les marques notoirement connues dans la République kirghize?

6. Prière d'indiquer en détail la façon dont une licence obligatoire de brevet pourrait être octroyée dans la République kirghize, en précisant comment chacune des circonstances prévues à l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC est établie.

7. Aux termes de l'article 39:3 de l'Accord sur les ADPIC, les Membres de l'OMC sont tenus de protéger contre toute exploitation déloyale dans le commerce et contre toute divulgation les données communiquées aux fins d'obtenir l'approbation de la commercialisation de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture. Prière d'indiquer en détail la façon dont la République kirghize assure cette protection.

8. En vertu de l'article 41:3 de l'Accord sur les ADPIC, les décisions au fond doivent être, de préférence, écrites, pour en déterminer plus facilement les motifs. Prière d'indiquer, pour chaque type de tribunal et d'organe administratif compétent pour trancher des litiges relatifs à la propriété intellectuelle, si les juges ou les agents administratifs sont tenus de formuler leurs décisions par écrit et de citer les textes juridiques prescrivant une telle condition.

9. En vertu de l'article 42, les parties doivent être habilitées à justifier leurs allégations et à présenter les éléments de preuve pertinents. Prière d'indiquer les éventuelles limitations imposées par la législation kirghize à la faculté qu'une partie a de justifier une allégation ou de présenter les éléments de preuve pertinents et de citer le texte juridique prévoyant de telles limitations.

10. L'article 43:2 prévoit que, dans l'éventualité où une partie refuserait de fournir les renseignements dont la production a été ordonnée par les agents judiciaires ou administratifs, ces derniers peuvent être habilités à établir des déterminations préliminaires et finales défavorables à cette partie. Prière d'indiquer les sanctions qui peuvent être infligées à une partie qui a refusé de fournir les renseignements dont la production a été ordonnée et les circonstances dans lesquelles elles sont infligées, en citant le texte juridique qui les prévoit.

11. L'article 44:2 autorise les Membres de l'OMC à faire une exception au pouvoir qu'ont les tribunaux d'ordonner de faire cesser une atteinte à un droit de propriété intellectuelle en ce qui concerne l'utilisation d'un droit par les pouvoirs publics ou par des tiers autorisés par les pouvoirs publics, limitant la mesure corrective de la violation du droit au paiement d'une rémunération adéquate. Prière d'indiquer les éventuelles limitations des mesures correctives figurant dans la législation kirghize et de citer les textes juridiques prévoyant ces limitations.

12. Prière de fournir pour 1998 les données statistiques sur les actions intentées au civil pour faire respecter le droit d'auteur ou les droits attachés à une marque, à une indication géographique, à un dessin ou modèle industriel, à un brevet, à un schéma de configuration de circuit intégré ou à un secret commercial, en précisant le nombre des affaires portées devant la justice, d'injonctions prononcées, de saisies effectuées sur des produits ou du matériel portant atteinte à ces droits, d'affaires réglées (y compris à l'amiable) et le montant des dommages-intérêts alloués.

13. Prière de fournir pour 1998 les données statistiques sur les actions intentées au pénal pour des actes de piratage portant atteinte au droit d'auteur et pour des atteintes à des marques, notamment le nombre de descentes de police effectuées, de poursuites engagées, de condamnations prononcées et le montant des amendes et/ou des peines d'emprisonnement infligées (en précisant si les amendes ont été payées et si les peines de prison ont été effectivement purgées ou s'il y a été sursis) ainsi que tout autre renseignement établissant que le système pénal de votre pays décourage de façon efficace les actes de piratage portant atteinte au droit d'auteur et la contrefaçon de marques.

LETONIE

1. Pour chaque forme de propriété intellectuelle visée à la Partie II de l'Accord sur les ADPIC et s'agissant des moyens de faire respecter les droits, prière d'indiquer la façon dont la République de Lettonie a garanti aux ressortissants des autres Membres de l'OMC le bénéfice d'un traitement non moins favorable qu'aux ressortissants lettons en ce qui concerne l'existence, l'acquisition, la portée, le maintien de tels droits et les moyens de les faire respecter.
2. Prière d'indiquer en détail la façon dont la République de Lettonie s'est acquittée de l'obligation qui lui est faite de garantir la protection des droits d'auteur et des enregistrements sonores qui continuent de bénéficier d'une protection dans leurs pays d'origine et dont la durée de protection n'est pas expirée sur le territoire de la République de Lettonie.
3. Les programmes d'ordinateur sont-ils protégés en tant qu'œuvres littéraires en vertu de la Loi sur le droit d'auteur de la République de Lettonie?
4. L'article 8 de la Loi lettone sur les marques de fabrique ou de commerce prévoit le rejet des demandes d'enregistrement de marques de fabrique ou de commerce et l'annulation de l'enregistrement des marques de commerce ou de fabrique qui sont identiques ou similaires à une marque de fabrique ou de commerce notoirement connue. Prière d'indiquer en détail la façon dont les marques de fabrique ou de commerce notoirement connues bénéficient dans la République de Lettonie d'une protection contre une utilisation par des parties non autorisées.
5. Prière d'indiquer en quoi consiste l'exception limitée aux droits de brevets exclusifs figurant à l'article 32 1) de la Loi lettone sur les brevets, qui permet à des tiers d'utiliser une invention à des fins "non commerciales" (sans but lucratif) et de donner des exemples précis.
6. Prière d'indiquer en détail la façon dont un tribunal letton pourrait octroyer une licence obligatoire de brevet au titre de l'article 39 de la Loi lettone sur les brevets, en précisant comment chacune des circonstances prévues à l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC est établie.
7. Aux termes de l'article 39:3 de l'Accord sur les ADPIC, les Membres de l'OMC sont tenus de protéger contre toute exploitation déloyale dans le commerce et contre toute divulgation les données communiquées aux fins d'obtenir l'approbation de la commercialisation de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture. Prière d'indiquer en détail la façon dont la République de Lettonie assure cette protection.
8. En vertu de l'article 41:3 de l'Accord sur les ADPIC, les décisions au fond doivent être, de préférence, écrites, pour en déterminer plus facilement les motifs. Prière d'indiquer, pour chaque type de tribunal et d'organe administratif compétent pour trancher des litiges relatifs à la propriété intellectuelle, si les juges ou les agents administratifs sont tenus de formuler leurs décisions par écrit et de citer les textes juridiques prescrivant une telle condition.
9. En vertu de l'article 42, les parties doivent être habilitées à justifier leurs allégations et à présenter les éléments de preuve pertinents. Prière d'indiquer les éventuelles limitations imposées par la législation lettone à la faculté qu'une partie a de justifier une allégation ou de présenter les éléments de preuve pertinents et de citer le texte juridique prévoyant de telles limitations.
10. L'article 43:2 prévoit que, dans l'éventualité où une partie refuserait de fournir les renseignements dont la production a été ordonnée par les agents judiciaires ou administratifs, ces derniers peuvent être habilités à établir des déterminations préliminaires et finales défavorables à cette partie. Prière d'indiquer les sanctions qui peuvent être infligées à une partie qui a refusé de fournir les

renseignements dont la production a été ordonnée et les circonstances dans lesquelles elles sont infligées, en citant le texte juridique qui les prévoit.

11. L'article 44:2 autorise les Membres de l'OMC à faire une exception au pouvoir qu'ont les tribunaux d'ordonner de faire cesser une atteinte à un droit de propriété intellectuelle en ce qui concerne l'utilisation d'un droit par les pouvoirs publics ou par des tiers autorisés par les pouvoirs publics, limitant la mesure corrective de la violation du droit au paiement d'une rémunération adéquate. Prière d'indiquer les éventuelles limitations des mesures correctives figurant dans la législation lettone et de citer les textes juridiques prévoyant ces limitations.

12. Prière de fournir pour 1998 les données statistiques sur les actions intentées au civil pour faire respecter le droit d'auteur ou les droits attachés à une marque, à une indication géographique, à un dessin ou modèle industriel, à un brevet, à un schéma de configuration de circuit intégré ou à un secret commercial, en précisant le nombre des affaires portées devant la justice, d'injonctions prononcées, de saisies effectuées sur des produits ou du matériel portant atteinte à ces droits, d'affaires réglées (y compris à l'amiable) et le montant des dommages-intérêts alloués.

13. Prière de fournir pour 1998 les données statistiques sur les actions intentées au pénal pour des actes de piratage portant atteinte au droit d'auteur et pour des atteintes à des marques, notamment le nombre de descentes de police effectuées, de poursuites engagées, de condamnations prononcées et le montant des amendes et/ou des peines d'emprisonnement infligées (en précisant si les amendes ont été payées et si les peines de prison ont été effectivement purgées ou s'il y a été sursis) ainsi que tout autre renseignement établissant que le système pénal de votre pays décourage de façon efficace les actes de piratage portant atteinte au droit d'auteur et la contrefaçon de marques.
